

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N° 750 / Avril 2023

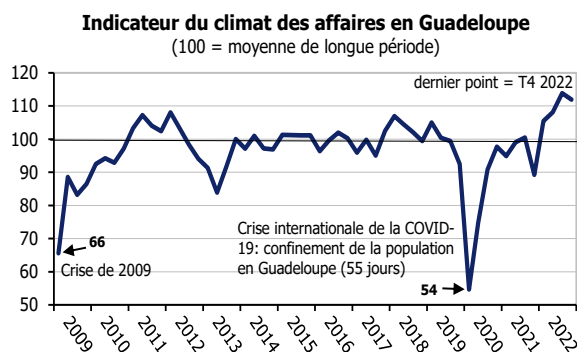
L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2022

La reprise se poursuit, dans un contexte inflationniste

L'activité économique guadeloupéenne se redresse significativement en 2022, favorisée par l'allègement des restrictions sanitaires. Ainsi, le climat des affaires s'améliore significativement, jusqu'à atteindre un niveau record depuis 2017. Il ralentit cependant au dernier trimestre. Dans un contexte d'inflation soutenue, l'activité reste bien orientée, l'emploi est dynamique en dépit d'un taux de chômage encore élevé et la consommation des ménages repart à la hausse grâce au soutien public en faveur du pouvoir d'achat et aux augmentations salariales. En 2022, l'encours bancaire sain¹ progresse de 3,3 % (+327,8 M€) et atteint 10,2 milliards d'euros à fin décembre. Les financements à long terme des entreprises restent soutenus mais ralentissent, tandis que l'endettement à court terme recule à l'instar des dépôts. Les crédits aux ménages maintiennent un bon niveau de croissance et ceux aux collectivités locales continuent de baisser.

Une reprise d'activité malgré des tensions inflationnistes

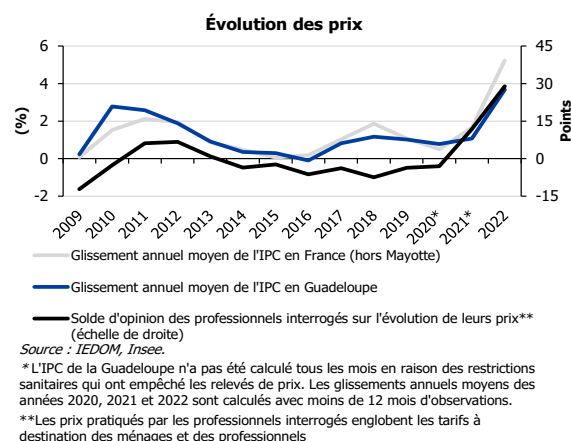
Le climat des affaires s'améliore nettement



En 2022, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à un niveau élevé. En moyenne sur l'année, il atteint 109,8 points (95,9 points en 2021). L'amélioration du moral des chefs d'entreprise tient principalement au redressement de l'activité, favorisé par le desserrement des contraintes sanitaires. Ils sont donc plus optimistes qu'en 2021, en dépit des tensions inflationnistes liées à la reprise post-COVID et exacerbées par le conflit russe en Ukraine. En début d'année, leurs anticipations s'améliorent, suite à l'apaisement des tensions sociales de fin 2021. À partir du 2^e trimestre, l'amélioration de l'activité conforte leurs prévisions. Les professionnels interrogés relèvent que la hausse du coût des matières premières et du fret pèse sur les charges d'exploitation. Cette situation, conjuguée à l'allongement des délais de paiement, entraîne une dégradation de leur trésorerie.

Une inflation « post-COVID » accrue par le conflit russe en Ukraine

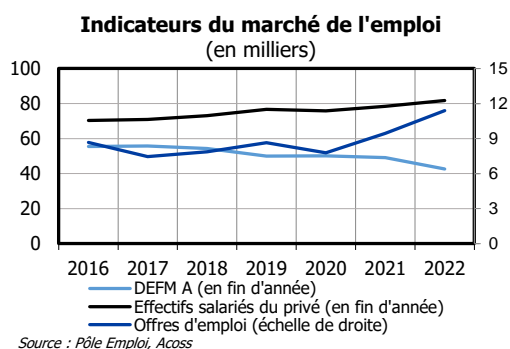
En 2022, l'inflation s'accroît dans un contexte de desserrement des restrictions sanitaires et d'instabilité liée au conflit russe en Ukraine. En moyenne sur l'année, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 3,7 % en Guadeloupe (+1,1 % en 2021). Initialement liée à l'accélération de l'activité, l'inflation s'intensifie dès la fin du 1^{er} trimestre avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. En particulier, les prix de l'énergie s'accroissent sensiblement (+17,2 % en moyenne), même si les mesures de soutien du pouvoir d'achat mises en place par le gouvernement² ont permis d'en limiter les effets.



¹ Les statistiques monétaires de cette synthèse concernent les établissements financiers installés localement (EFIL). Ils correspondent aux établissements bancaires exerçant une activité en Guadeloupe via un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France.

² Remise carburant de 15 centimes (cts) d'euros par litre instaurée par le décret du 22 août, puis de 25 cts d'euros en septembre et de 8,33 cts d'euros à mi-novembre.

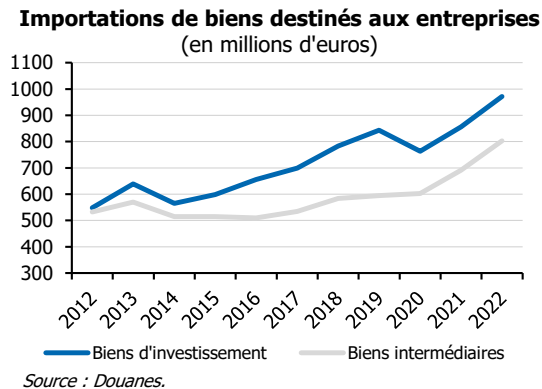
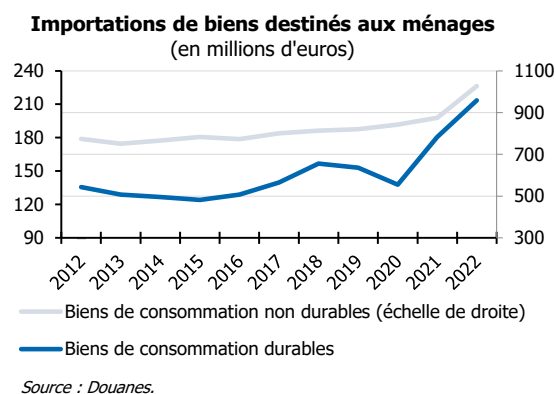
Un marché de l'emploi dynamique



Sur le marché de l'emploi, certains indicateurs s'améliorent. Porté par l'intensification de l'activité du tourisme, l'emploi salarié privé progresse de 4,3 % pour atteindre 81 764 salariés en fin d'année. Pour le secteur public, les effectifs salariés s'élèvent à 39 827 salariés (+0,6 % sur un an). À fin décembre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) baisse (-13,2 % en glissement annuel, à 42 595 personnes). Cependant, les chefs d'entreprise font face à des difficultés de recrutement persistantes, liées à plusieurs facteurs : inadéquation entre les profils des candidats et les critères de recrutement, faible attrait des jeunes pour certains métiers (distribution, logistique et BTP) alors que plus d'un jeune sur quatre n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation³. Ainsi, selon les premières estimations de l'Insee, le taux de chômage s'inscrit en hausse de 1,4 point de pourcentage à 18,6 %.

La consommation des ménages accélère

En 2022, les ménages augmentent leurs dépenses de consommation, après une année 2021 contrainte par la crise sanitaire et les conflits sociaux. Après un effet de rattrapage en début d'année, lié aux blocages de fin 2021, la consommation des ménages se maintient grâce au soutien public en faveur du pouvoir d'achat⁴. Les revalorisations salariales issues des négociations d'entreprises y contribuent également. En 2022, sous le double effet inflation et rattrapage, les importations de biens de consommation durables d'une part et non durables d'autre part progressent respectivement de 18,2 % et 17,4 % (respectivement +31,1 % et +3,8 % en 2021).

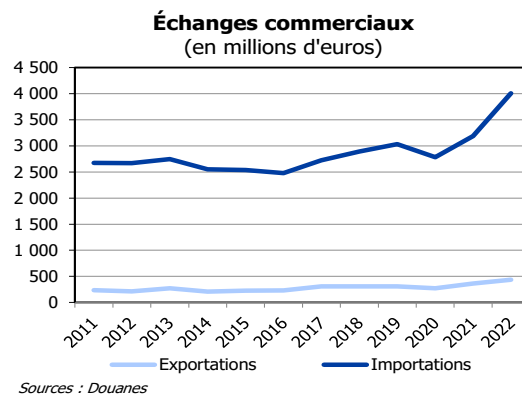


Rebond des investissements privés

L'investissement du secteur privé est orienté à la hausse. Au cours de l'année, les chefs d'entreprise interrogés ont affiché leur volonté d'accroître leurs investissements. En particulier dans le secteur du tourisme dont les perspectives s'améliorent. Les importations de biens intermédiaires et de biens d'investissement s'accroissent en valeur respectivement de 16,1 % (+12,2 % en 2021) et 13,5 % (+14,6 % un an plus tôt). Les immatriculations de véhicules utilitaires progressent de 2,9 %. En termes de financement, l'encours des crédits d'investissement des entreprises enregistre une hausse de 6,6 % sur un an. En parallèle, les défaillances d'entreprises augmentent de moitié en un an, à 260 unités (+9,2 % par rapport à 2019). Le nombre d'impayés sur effets de commerce augmente de 31,7 % sur un an (tout en restant en retrait de 17 % par rapport à 2019).

La hausse des échanges extérieurs amplifiée par l'inflation

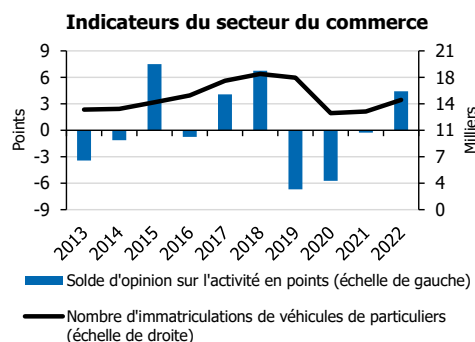
Fin 2022, les échanges extérieurs s'accroissent en valeur, sous l'effet de l'inflation. Les importations et les exportations progressent fortement en valeur respectivement de 25,7 % (+14,6 % en 2021) et 20 % (+34,1 % l'année précédente). Les montants des importations d'énergie doublent quasiment en un an (+78,2 %). Hors énergie, la progression est plus contenue : les importations croissent de 16 % et les exportations, de 9,9 %. En volume, le total des importations recule légèrement (-1,5 %) et de façon plus prononcée pour les exportations (-5,7 %).



³ Insee Analyses Guadeloupe n° 63 — Janvier 2023

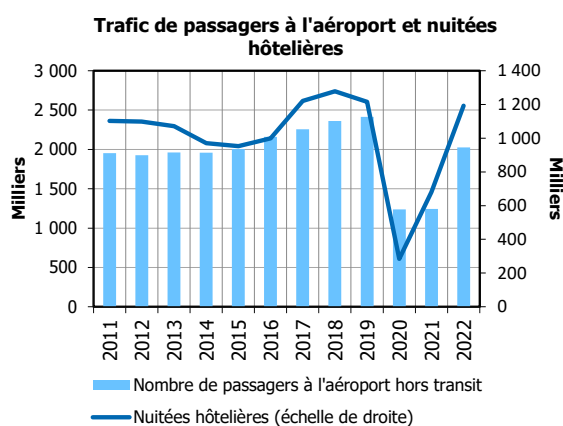
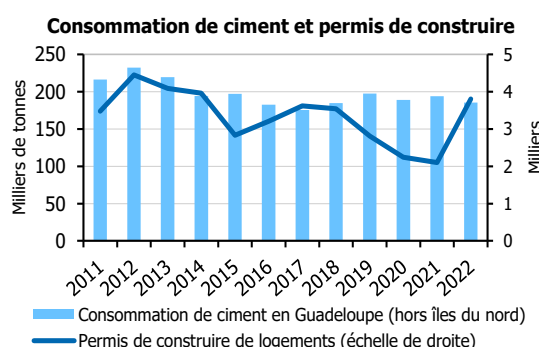
⁴ Remise carburant, bouclier tarifaire, aides exceptionnelles, etc.

Un bilan sectoriel favorable en dépit du choc inflationniste

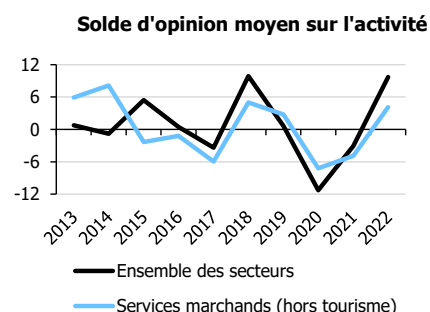


Le secteur du commerce bénéficie de l'augmentation de la consommation des ménages. À partir du 2^e trimestre, les chefs d'entreprise font état d'un niveau d'activité en hausse. Après une année 2021 marquée par des retards de livraison en raison de la pénurie de semi-conducteurs, le nombre d'immatriculations de véhicules de particuliers augmente significativement (+11,8 %). Pour autant, les professionnels du secteur révèlent des difficultés de trésorerie croissantes en raison du poids des charges d'exploitation. L'année 2022 est marquée par la signature du Bouclier Qualité Prix « + » par les représentants de la grande distribution, avec un éventail de produits plus large que le BQP. Sur l'année, la collecte de TVA et de l'Octroi de mer s'élève à 530 M€, soit +3,5 % par rapport à l'année précédente.

Le secteur du BTP pâtit de la hausse des coûts des matériaux. En 2022, l'inflation et l'allongement des délais d'approvisionnement inquiètent les professionnels du secteur. La commande publique reste atone, en dépit des chantiers lancés dans le cadre du plan France Relance : la rénovation thermique de 31 bâtiments de l'État a été engagée fin 2021 pour un montant prévu de 44 millions €, tandis que 1 362 logements sociaux ont été réhabilités. Selon la CERC, sur 391 appels d'offres publics publiés en 2022, seuls 8,9 % ont abouti en marché signé. Dans ce contexte, la consommation de ciment en Guadeloupe recule de 4,3 % sur un an (+2,5 % en 2021), malgré un léger frémissement dû aux travaux de reconstruction suite au passage de l'ouragan Fiona. Le nombre de permis de construire double quasiment sur un an (+81,2 %) en raison d'un effet de rattrapage en début d'année⁵. Enfin, certaines entreprises du BTP n'ont toujours pas répercuté l'augmentation des prix des matériaux sur les marchés déjà signés. Ainsi, ils font part de tensions croissantes sur leur trésorerie.



En 2022, l'activité touristique se redresse nettement grâce au ralentissement de l'épidémie de COVID-19. Après un début d'année encourageant, le secteur bénéficie pleinement de l'amélioration de la situation sanitaire et de la reprise du tourisme mondial. La fin d'année est marquée par l'affluence et la visibilité médiatique de la Route du Rhum. À l'arrêt depuis le début de la pandémie de COVID-19, les croisières reprennent au mois de décembre. Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport Pôle Caraïbes progresse sensiblement (+63 %) et représente 85 % de celui de 2019. En parallèle, le nombre de nuitées hôtelières augmente sensiblement sur un an (+75 %). L'offre d'hébergement via les plateformes de ventes en ligne (AIRBNB, HOMEWAY-ARBITEL) voit également son offre et ses nuitées sensiblement progresser en 2022 (respectivement +17 % et 67 % sur un an). Les professionnels sont optimistes concernant les perspectives du secteur, mais s'inquiètent de l'impact de la hausse des prix des billets d'avion.



En 2022, l'activité du secteur des services marchands bénéficie du regain d'activité général, selon les professionnels interrogés. Après un début d'année mal orienté, l'activité du secteur se redresse, entraînée par la reprise « post COVID-19 ». Les entreprises de culture et de loisirs profitent du redémarrage de l'activité touristique. D'après les chefs d'entreprises, les effectifs progressent légèrement, tandis que les délais de paiement de la clientèle se dégradent très peu. Ainsi, les professionnels du secteur prévoient d'accroître leur investissement sur un an.

Dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA), l'activité est bien orientée tandis qu'elle peine à se redresser dans le secteur primaire. En 2022, la bonne tenue de la consommation des ménages bénéficie aux IAA. Les importations et les exportations des produits du secteur progressent

⁵ En 2021, la délivrance des permis de construire a été ralentie en raison de conflits sociaux dans plusieurs municipalités.

respectivement de 21,9 % et de 9 % sur un an. Dans le secteur primaire, les difficultés persistent. Les exportations du secteur diminuent de 6,3 % par rapport à 2021, en raison notamment des mauvaises récoltes de fin d'année suite au passage de la tempête Fiona. En particulier, les exportations de bananes reculent de 8,4 %.

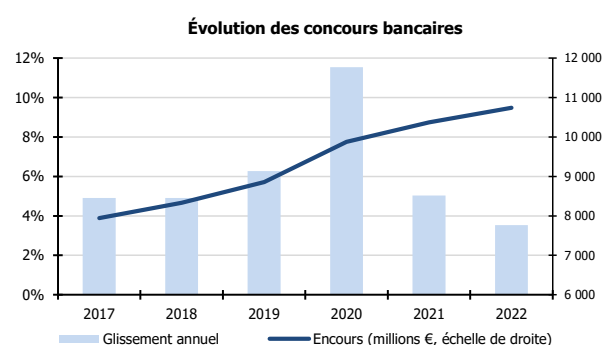
L'activité bancaire ralentit

Un léger ralentissement de la croissance des crédits

En 2022, l'**encours de crédits** poursuit sa croissance, mais plus lentement qu'en 2021. À fin décembre 2022, l'encours sain atteint 10,2 milliards d'euros (+0,3 milliard d'euros) et croît de 3,3 % sur un an (contre +4,9 % en 2021). Cette progression annuelle reste inférieure aux taux de croissance observés sur les 4 dernières années (l'année 2020 étant certes marquée par la diffusion des prêts garantis par l'État - PGE). Elle souligne un ralentissement de l'activité de financement en 2022, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire.

Globalement les taux moyens d'intérêt des crédits augmentent. Au 4^e trimestre 2022, le taux moyen des prêts personnels et autres crédits échéancés à la consommation progresse et s'établit à 4,59 %, soit 29 points de base⁶ de plus qu'au 4^e trimestre 2021. Le taux moyen des crédits à l'habitat atteint 1,75 % (+48 pnb sur un an). Du côté des entreprises, le taux moyen des crédits de trésorerie échéancée s'accroît de 122 pnb à 3,7 %. Le taux moyen des crédits à l'équipement enregistre, quant à lui, une augmentation de 64 pnb à 2,59 %.

Les encours de crédits aux **ménages** (4,4 milliards d'euros) sont bien orientés en 2022 (+8,3 %).



L'encours sain des crédits aux **entreprises** progresse à un rythme moins soutenu (+1,3 % contre 7,2 % en 2021), après avoir connu une croissance historique en 2020 (+24,7 %). Cette évolution exceptionnelle était étroitement liée à la mise en place des PGE. Ainsi, à fin juin 2022, 637,4 millions d'euros de PGE ont été accordés à 3 755 entreprises locales, parmi lesquelles celles appartenant au secteur du commerce ont été les principales bénéficiaires, tant en nombre qu'en montant. Les entreprises demeurent les premiers emprunteurs sur la place guadeloupéenne, avec 4,5 milliards d'euros d'encours total.

Les crédits aux **collectivités locales** (956 millions d'euros) diminuent de 3,8 % sur un an (après -1,4 % en 2021). Le repli du financement des collectivités locales témoigne de la fragilité de leur situation financière.

La sinistralité de la place bancaire reste bien maîtrisée. L'encours global de créances douteuses s'établit à 465,6 millions d'euros. Le taux de créances douteuses total s'élève ainsi à 4,5 % à fin décembre 2022.

Le niveau des actifs financiers reste élevé

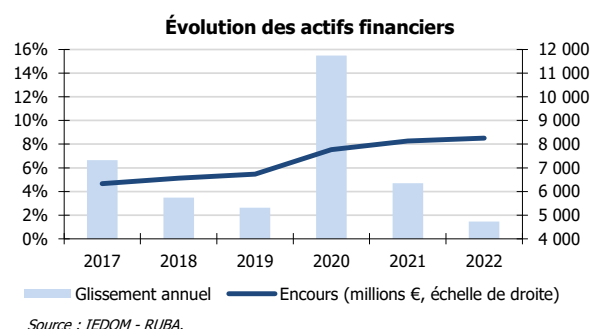
En 2022, les actifs financiers atteignent 8,2 milliards d'euros, soit +1,5 % sur un an (contre +4,7 % en 2021). Ce ralentissement s'explique sans doute par un arbitrage des agents économiques en période d'inflation. L'excès de dépôts à vue des années 2020 et 2021 a probablement permis aux consommateurs d'absorber la hausse des prix ou a été réalloué en partie sur des placements plus rémunérateurs.

Avec 5,0 milliards d'euros d'actifs, les **ménages** sont les premiers déposants. La croissance de leurs dépôts ralentit (+2,1 % en 2022 contre +5,3 % en 2021) et plus particulièrement les dépôts à vue (+3,8 % en 2022 contre +7,0 % en 2021).

Les avoirs des **entreprises** reculent légèrement (-0,2 % en 2022 contre +1,4 % en 2021), pour atteindre 2,6 milliards d'euros. Pour certains, les PGE ont permis de constituer des réserves de trésorerie de précaution, qui leur permet de faire face à la hausse des prix des intrants de 2022. Ainsi, les dépôts à vue totaux des entreprises diminuent (-2,1 % en 2022 contre +3,9 % en 2021).

Les actifs financiers des **autres agents** s'établissent à 551,9 millions d'euros (+3,9 % en 2022 après +17,1 % en 2021).

Pour l'ensemble des agents économiques, les dépôts à vue sont en léger retrait (-0,2 % en 2022 contre 5,9 % en 2021). Les placements liquides et à court terme enregistrent *a contrario* une hausse plus soutenue (+9,0 % en 2022 après +3,2 % un an plus tôt). La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial se poursuit, en particulier sur les livrets ordinaires, les livrets de développement durable et les livrets A (respectivement +3,1 %, +4,0 %, et +5,6 %). L'épargne longue est en recul pour sa part : -1,6 % en 2022 après +3,4 % en 2021.



⁶ 1 point de base équivaut à 0,01 %.

Des perspectives en demi-teinte pour 2023

Malgré la hausse significative du prix des billets d'avion, la destination Guadeloupe est plébiscitée par les Français de l'Hexagone et l'escale connaît un franc succès depuis la reprise des croisières en 2022. De surcroît, les retombées de la Route du Rhum en novembre 2022 devraient se prolonger durant les 2 saisons à venir à minima. Tirée par une activité touristique qui devrait retrouver ses niveaux d'avant crise-Covid, l'année 2023 s'annonce prometteuse. Interrogés par l'IEDOM dans le cadre de son enquête trimestrielle de conjoncture, les chefs d'entreprise entrevoient ainsi une activité en hausse au 1^{er} trimestre et envisagent de recruter pour y répondre.

Encore élevée en début d'année, l'inflation devrait commencer à refluer à compter du second semestre, favorisant ainsi la consommation des ménages. La reprise post-Covid observée en 2022 devrait ainsi se poursuivre. Dans ce contexte plutôt favorable, les incertitudes —géopolitiques, économiques... — pèsent encore. La baisse de l'ICA en fin d'année tout comme le nombre record de dossiers de surendettement déposés ces derniers mois ou encore les premières difficultés de remboursement de PGE signalées par les banques, incitent à l'optimisme mesuré.

Début 2023, certains signaux d'alerte sont visibles via l'activité bancaire. Si l'encours des crédits à la consommation reste bien orienté, signe du maintien de la consommation des ménages, le financement de l'immobilier pâtit de la conjoncture économique. Un ralentissement des crédits à l'habitat s'observe du fait de la remontée des taux et de la hausse des coûts de construction. En parallèle, la sinistralité des entreprises reste maîtrisée. Toutefois, les établissements financiers de la place bancaire guadeloupéenne font part d'un nombre croissant d'entreprises rencontrant des difficultés de trésorerie. Dans ce contexte, le ralentissement des actifs financiers pourrait se poursuivre.

De plus, si les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM affichent leurs intentions de renforcer leurs investissements, cet effort devra également concerner les grandes infrastructures du territoire. Avec les grands changements annoncés dans les lignes maritimes internationales ou encore la concurrence touristique exercée par les îles voisines, le port et l'aéroport devront ainsi engager —à court terme — de très lourds investissements, s'ils veulent « rester dans la course ».